

RELIANCE STEEL & ALUMINUM CO.

POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LES POTS-DE-VIN ET LA CORRUPTION

Introduction

1. Reliance s'est engagée à faire des affaires avec intégrité, et à agir de manière éthique et légale conformément à toutes les lois et réglementations en vigueur, comme la Loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger (« *FCPA* ») et la Loi britannique contre la corruption de 2010 (« *Loi britannique contre la corruption* »). Dans le cadre de cet engagement, Reliance dispose depuis longtemps d'une politique interdisant les pots-de-vin et la corruption dans la conduite de nos affaires aux États-Unis et ailleurs dans le monde.
2. Cette politique commerciale contre les pots-de-vin et la corruption (la « *politique* ») s'applique à tous les directeurs, officiers, employés, succursales et filiales, peu importe où ils sont situés, dans le respect de leurs activités au nom de Reliance (ci-après conjointement désignés les « *employés* »). Reliance s'attend aussi à ce que chaque personne qui agit au nom, ou dans l'intérêt, de Reliance – incluant, mais sans s'y limiter, les coentreprises et autres partenaires commerciaux, les agents, distributeurs et consultants (ci-après conjointement désignés les « *partenaires commerciaux* » et, conjointement avec les Employés, les « *associés commerciaux* ») – de se conformer à toutes les lois anticorruption en vigueur et à la Politique.
3. Les associés commerciaux ne peuvent prendre aucune action dans le but de contourner ces exigences. Par exemple, un associé commercial ne peut demander ou autrement utiliser un tiers pour accomplir ce qui est interdit par cette Politique.

Exigences générales pour prévenir les pots-de-vin et la corruption

4. Les associés commerciaux ne peuvent, directement ou indirectement, faire, promettre, approuver, autoriser ou offrir de donner à quiconque — ou accepter ou solliciter de quiconque — toute chose de valeur (incluant, mais sans s'y limiter, des paiements en argent) pour faussement induire le destinataire à prendre (ou de renoncer à prendre) une action qui accorderait un bénéfice ou un avantage commercial à Reliance, ses filiales ou toute autre partie.
5. Le fait de donner des choses de valeur à des membres de la famille, de proches collaborateurs ou des organisations préférées de partenaires commerciaux, des partenaires commerciaux potentiels ou des agents publics devrait respecter les mêmes restrictions mises en place pour les cadeaux, les divertissements et les marques d'hospitalité en général, car ces actions peuvent être interprétées comme des tentatives de contourner ces règles.

Traiter avec des agents publics

6. Même si Reliance a pour politique d'interdire la corruption sous toutes ses formes (autant dans les secteurs privé que public), les interactions avec les agents publics (définis ci-dessous), doivent être étroitement surveillées en raison du risque de violation des lois anticorruption en vigueur. La corruption d'agents publics est contre la loi dans tous les pays et mène souvent à des sanctions pénales pour l'employé et l'entreprise. Par conséquent, toute relation commerciale ou financière et tout cadeau, divertissement ou marque d'hospitalité, impliquant ces personnes seront examinés très attentivement, tant par Reliance que par des gens extérieurs à l'entreprise.

7. De plus, plusieurs pays, incluant les États-Unis et le Royaume-Uni entre autres, ont des lois contre la corruption d'agents publics dans d'autres pays. Donc, il est important de se rappeler que toute corruption créera des problèmes pour vous et pour Reliance dans plus d'une juridiction. Alors, toutes les interactions avec des agents publics devraient respecter scrupuleusement cette Politique afin d'éviter toute apparence d'irrégularité de la part de Reliance.
8. Pour les besoins de cette Politique, un « agent public » inclut : (i) tout officier ou employé d'un gouvernement ou de tout service, agence ou entité affiliée (incluant une entreprise publique ou contrôlée par l'État ou une installation ou un système public) ou d'une organisation publique internationale; (ii) toute personne agissant à titre officiel ou au nom d'une entité gouvernementale ou d'une organisation publique internationale, de tout parti politique ou dirigeant de parti ou candidat pour un poste politique (incluant, par exemple, des consultants ayant des postes gouvernementaux, des employés travaillant pour des entreprises détenues ou contrôlées par des gouvernements, des fonctionnaires, des officiers administratifs ou juridiques, des candidats politiques et des militaires). Même s'ils ne sont pas des agents publics eux-mêmes, les interactions avec des membres de la famille, et d'autres personnes étroitement liées à, des agents publics, font l'objet des mêmes restrictions que les interactions avec des agents publics.
9. En menant leurs activités liées à Reliance, les associés commerciaux ne doivent pas offrir, payer, donner, promettre ou autoriser le paiement d'argent ou d'une chose de valeur à quiconque lorsque que les circonstances semblent indiquer une réelle possibilité qu'une telle personne a offert ou donné, ou offrira ou donnera, de l'argent ou une chose de valeur au bénéfice de tout agent public pour influencer indûment l'exécution des fonctions de l'agent public.
10. Les associés commerciaux ne peuvent faire ou offrir des paiements de facilitation directement ou indirectement. Un « paiement de facilitation » est un paiement minime versé à un agent public pour assurer ou accélérer l'exécution d'une action gouvernementale non discrétionnaire de routine. Des exemples de paiements de facilitation comprennent des paiements pour accélérer le traitement de délivrance de licences, permis ou visas pour lesquels tous les documents sont en règle. Si un associé commercial reçoit ou prend connaissance d'une requête ou d'une demande pour un paiement de facilitation ou pour un pot-de-vin en lien avec un travail pour Reliance, il doit le signaler rapidement à son superviseur ou au Groupe juridique corporatif avant de prendre toute autre mesure. Des frais de service légitimes et légaux payables à une agence gouvernementale offerts au public en vertu d'une grille tarifaire (par ex., des frais de service accélérés) ne sont pas considérés comme des paiements de facilitation.

Cadeaux, marques d'hospitalité et divertissements

11. Dans plusieurs pays, les cadeaux, marques d'hospitalité et divertissements jouent un rôle important dans les coutumes et les protocoles commerciaux. Cependant, lorsque donnés de façon inappropriée, ces cadeaux, marques d'hospitalité et divertissements peuvent enfreindre une ou plusieurs lois. Donc, les lois et les politiques de Reliance doivent être suivies.
12. Tous les cadeaux, marques d'hospitalité et divertissements doivent être :
 - légaux en vertu de toutes les lois anticorruption en vigueur, incluant la FCPA, la Loi britannique contre la corruption et les lois locales en vigueur
 - transparents et documentés

- occasionnels
 - d'une forme autre qu'en espèces ou quasi espèces
 - refusés ou retirés si un acte répréhensible est attendu en retour
 - Si le bénéficiaire est un agent public, vous devez obtenir une autorisation écrite préalable de l'avocat général
13. En lien avec leur travail pour Reliance, les employés ne peuvent recevoir de cadeaux, services, avantages, divertissements ou autres items ayant plus qu'une valeur nominale de la part de partenaires commerciaux ou de ceux qui agissent en leur nom. De plus, les cadeaux d'une valeur nominale ne sont permis que s'ils sont reçus sur une base occasionnelle et seulement lors d'occasions appropriées.

Dons de charité et contributions politiques

14. Les contributions à des candidats politiques ou à des partis politiques, ainsi que les dons faits à des organisations de charité dans lesquels des agents publics détiennent un rôle (comme un directeur ou un administrateur) soulèvent des problèmes potentiels en regard des lois anti corruption. Par conséquent, aucune contribution politique ou aucun don de charité ne peut être offert ou fait au nom de Reliance, sauf sur obtention écrite préalable de l'approbation de l'avocat général.
15. Selon les limites prévues par la loi en vigueur, les associés commerciaux peuvent participer à des activités politiques et charitables en utilisant leur propre argent et leur propre temps. De telles activités doivent démontrer clairement qu'elles ne sont reliées à aucune activité de Reliance du point de vue d'un observateur externe.

Livres et registres

16. Les livres et registres de Reliance et de ses succursales et filiales doivent refléter équitablement, précisément et complètement, de manière détaillée, les transactions et activités de Reliance et de ses succursales et filiales, incluant la nature et le but de chaque transaction ou activité. Aucune entrée fausse, trompeuse ou non complète ne doit être inscrite dans nos livres ou registres. Le personnel du service de la comptabilité et des finances, avec le concours du Groupe juridique corporatif lorsque nécessaire, confirmera que les livres et registres de Reliance, ses succursales et filiales satisfont à cette exigence, grâce à des examens périodiques et d'autres moyens.
17. Reliance et ses succursales et filiales maintiendront un système de contrôles comptables internes suffisants pour fournir l'assurance nécessaire que :
- les transactions sont exécutées conformément aux autorisations générales et spécifiques de la direction.
 - les transactions sont dûment enregistrées (1) pour permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généraux généralement acceptés ou à tout autre critère applicable à de tels états; et (2) pour tenir une comptabilité des actifs.
 - l'accès aux actifs est seulement permis en accord avec les autorisations générales et spécifiques de la direction.

- les actifs comptabilisés sont comparés avec les actifs existants à intervalles réguliers et des mesures appropriées sont prises en respect de toute différence.

Responsabilités en soutien à cette Politique

18. La conformité à cette Politique est obligatoire. La participation et l'adhésion aux principes et exigences mentionnés dans cette Politique seront les éléments de l'évaluation annuelle de chaque employé et influenceront les décisions entourant l'indemnisation, la promotion et le maintien en poste.
19. Les employés qui enfreignent cette Politique feront l'objet de mesures disciplinaires, incluant le licenciement. Les partenaires commerciaux qui enfreignent cette Politique feront l'objet de la cessation de toute relation commerciale avec Reliance.
20. Pour promouvoir la conformité, les employés suivants doivent suivre une formation concernant la conformité, à l'endroit et à l'heure convenue par le Groupe juridique corporatif : (i) officiers et personnel de direction, incluant les présidents directeurs généraux, présidents, directeurs de l'exploitation, vices-présidents, directeurs généraux, directeurs de division, directeurs financiers et contrôleurs de Reliance et de ses divisions, succursales et filiales (conjointement, « **personnel supérieur de Reliance** »), et (ii) tous les employés ou agents qui interagissent avec des agents publics, des partenaires commerciaux ou des clients (conjointement désignés comme « **représentants de Reliance** »).
21. De plus, afin de nous assurer que nous maintenons notre réputation d'intégrité et d'équité, le personnel supérieur et les représentants de Reliance doivent s'assurer que cette Politique est clairement comprise et suivie par tous ceux qui œuvrent au nom de Reliance, incluant nos partenaires commerciaux.
22. Le personnel supérieur et les représentants de Reliance doivent retourner chaque année le certificat de conformité reproduit à l'annexe A. Le certificat de conformité doit être rempli et remis au Groupe juridique corporatif chaque année civile selon l'échéancier déterminé par Reliance. Les partenaires commerciaux doivent retourner le certificat de conformité reproduit à l'annexe A, lorsque déterminé par le Groupe juridique corporatif.
23. Toute question concernant cette Politique doit être soulevée à l'avocat général au 1 (213) 576-8832 ou will.smith@rsac.com.
24. Les associés commerciaux doivent soulever toute préoccupation concernant des infractions possibles de cette Politique ou de la loi. Les signalements peuvent être faits à votre superviseur, au Groupe juridique corporatif ou grâce à la ligne d'assistance téléphonique EthicsPoint. Tout signalement est encouragé. Toute omission de signaler dans ces circonstances peut entraîner des mesures disciplinaires ou la cessation du contrat.
25. Tout signalement peut être fait de manière anonyme. Vous ne ferez l'objet d'aucune mesure de représailles pour avoir fait un signalement de bonne foi pour une infraction réelle ou potentielle, et ce, en aucune circonstance. Personne chez Reliance n'est autorisé à prendre des mesures de représailles contre vous, et des tentatives de le faire feront l'objet de mesures disciplinaires.

* * *

